

Jean-Baptiste André Godin à Alfred Denisart, 22 novembre 1873

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alfred Denisart, 22 novembre 1873, 1873-11-22

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 08/08/2025 sur la plate-forme EMAN :
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/47505>

Informations sur le document source

CoteFG 15 (14)

Collation4 p. (96r, 97r, 98v, 99r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[22 novembre 1873](#)

Lieu de rédaction28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire[Denisart, Alfred](#)

Lieu de destinationGuise (Aisne)

Scripteur / Scriptrice[Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur le parti à prendre sur les remises à accorder aux clients des Fonderies et manufactures Godin-Lemaire : Godin demande à Denisart de lui communiquer des éléments comptables. Sur l'établissement des tarifs annuels et la part du prix des matières premières. Sur le calcul des bénéfices de la manufacture. Godin préconise de continuer la fabrication d'appareils comme en 1872 et 1873 dans la perspective d'une reprise des affaires malgré la situation politique instable. Sur les relations à établir avec Gustave Leroy : Godin s'est interdit de vendre à d'autres commerçants de Buenos Aires mais non à des commissionnaires français qui font du négoce avec Buenos Aires ; Godin soupçonne que Leroy ne respecte pas ses engagements et vend des produits de concurrents ; Godin demande que Delaruelle surveille la question et souhaite qu'on écrive à Leroy pour lui demander s'il s'approvisionne ailleurs.

Mots-clés

[Distribution des produits](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures](#),
["Godin"](#), [Ressources naturelles](#)

Personnes citées

- [Delaruelle \[monsieur\]](#)
- [Leroy \(Gustave\) et Cie](#)

Lieux cités [Buenos Aires \(Argentine\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/03/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Marseille 22 juillet 75

Cher Monsieur Bertrand,

Pour couper court à toute hésitation je vous demande qu'il ne soit plus question d'autres remises que celles appliquées au tarif actuel ; je ferai une baisse sur les produits si il y a lieu. Pour me permettre de prendre un parti sur ce point veuillez me donner le chiffre du capital engagé dans les affaires de l'usine, bâtiments matériel, et fonds de roulement. Le chiffre auquel s'élevait la production en marchant considérément dans les conditions actuelles, le chiffre net des affaires

faites en 1871, et il convient de
savoir % qui il a pu donner
comme bénéfice.

Pour l'établissement des tarifs
annuels, il serait nécessaire que
la division des matières faites
~~les~~ les prix de revient soit
faite de façon à ce qu'il n'y
ait qu'à diminuer ou à
ajouter au le prix des matières
premières entrant dans leur
composition ; de manière à
suivre avec facilité les fluctua-
tions des fontes, charbons, ferr
tées, etc., par un
quantième en plus ou en moins.

Je ne saurais aujourd'hui
vous dire si vous devrez prendre
ou 20 ou 30 % comme moyen
de bénéfice, ne pouvant me
rendre compte du résultat que
cela peut produire par rapport.

au capital engagé, et à
celui de la production.

La situation politique se
voit être suffisamment
affirmée, mais il ne me
paraît pourtant pas impos-
sible qu'il y ait une reprise
d'affaires l'année prochaine.
Il faut donc continuer à
fabriquer d'une manière
proportionnelle aux écolema-
fites en 1872 et 73.

Je me suis interdit vis-à-vis
de M. Leroy d'établir des relations
directes avec les autres commis-
sants de Buenos-Ayres, mais
je ne me suis pas interdit
de vendre à des commissionnaires
français qui veulent expédier
vers cette destination; il y a
d'autant plus de motifs en ce
moment à ne pas s'expliquer
les conditions faites avec M. Leroy.

qu'il est très-probable qu'il ne les respecte en aucun façon lui-même ; car je pense bien d'après ce qui se passe, que si il trouve dans des maisons concurrentes la possibilité de se faire ouvrir un fort crédit il lâchera complètement mes produits.

Je voudrais vous voir soumettre la question de M. Leroy à M. Dalaruelle afin qu'il la surveille, et il serait peut-être fort adroit de prendre les devants et d'écrire à M. Leroy pour lui dire que nos informations nous engagent à croire qu'il ne tient pas compte de ses promesses, et qu'il s'affranchissons ailleurs que chez moi ; qu'avant de me croire délié vis-à-vis de lui de l'engagement que j'ai pris, je tiens à savoir ce qui y a de vrai en cela.

Agitez mes cordiales civilités

